COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE

Commerçants et artisans

VOTRE GUIDE PRATIQUE

Notre tram
avance
.fr



NOTRE TRAM

AVANCE

Depuis sa mise en service en 2012, le tramway du Havre accueille plus de 50 000 voyageurs par jour, facilitant les déplacements quotidiens des habitants du territoire. Forte de ce succès, la Communauté urbaine souhaite poursuivre l'extension de son réseau dans le but de desservir d'autres zones urbanisées et des pôles importants de services et d'emplois.

Le projet prévoit la création d'une nouvelle ligne de tramway, avec 17 nouvelles stations et 3 parkings-relais, qui empruntera un parcours entre Vallée Béreult au Havre à Parc Jardin à Montivilliers en passant par Harfleur.

Sommaire

Notre tram avance	3
La Commission d'Indemnisation Amiable	6
Les conditions d'éligibilité et d'indemnisation	7
Mode d'emploi – Les 5 étapes de la procédure	8
Infos pratiques	11



2021



La Communauté urbaine décide de créer une troisième ligne de tramway

2022

Le tracé du projet est arrêté après concertation

2024

La Déclaration d'Utilité **Publique** (DUP) définit le périmètre des travaux après enquête publique

19 décembre

2024 2025 Création officielle de la Commission d'Indemnisation Amiable, chargée de traiter les préjudices

économiques liés aux travaux

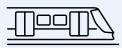
Septembre

Installation de la Commission d'Indemnisation Amiable et début des travaux

Le tracé de la nouvelle ligne de tramway



nouvelles stations voyageurs



de nouvelles voies



nouveaux parkings-relais





entre la station Vallée Béreult et la gare du Havre



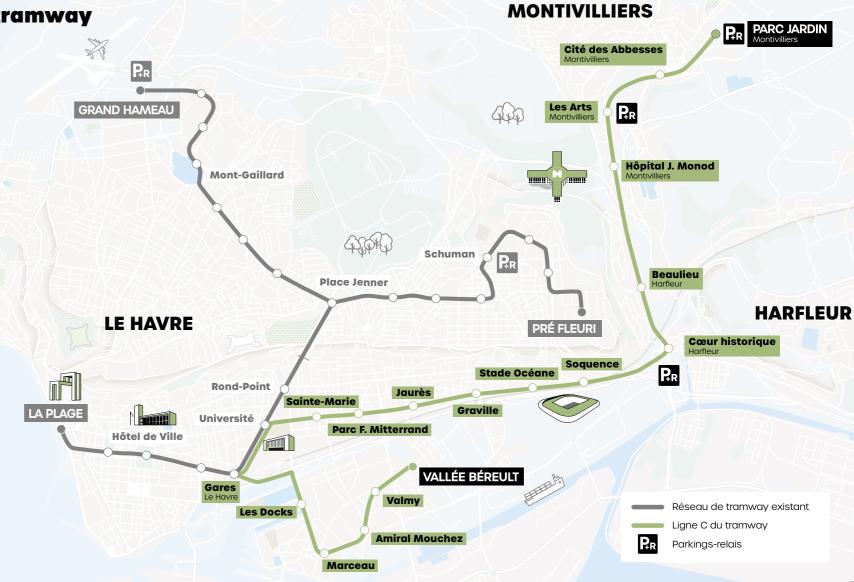
entre la station Cœur Historique et la gare du Havre



entre la gare du Havre et la station Hôpital J.Monod



entre la station Cité des Abbesses et la gare du Havre



LA COMMISSION

D'INDEMNISATION AMIABLE

La Commission intervient pendant les travaux de la ligne C du tramway pour indemniser les commerçants et artisans qui subissent une baisse de leur chiffre d'affaire liée aux nuisances directes du chantier.

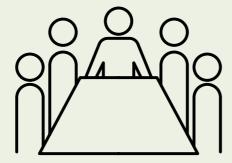
Elle a deux missions principales :

- examiner et évaluer les demandes d'indemnisation,
- proposer un montant d'indemnisation qui sera formalisé par la conclusion d'un protocole transactionnel.

Sa composition

La Commission est composée de 5 membres titulaires avec voix délibérative :

- un représentant du Tribunal Administratif (Président),
- un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Havre (CCIH),
- un représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Normandie,
- un représentant du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables de Normandie,
- un représentant du service de Gestion Comptable du Havre (DGFIP).



LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

L'indemnisation est accordée aux entreprises commerciales ou artisanales dont l'accès se situe sur le périmètre des travaux fixé par la Déclaration d'Utilité Publique (carte du périmètre à consulter sur notretramavance.fr), ayant subi une perte significative de chiffre d'affaires durant les travaux. Une demande est recevable uniquement si la perte de chiffre d'affaires est d'au moins 10% par rapport à la même période sur les trois années précédentes.

LES CONDITIONS D'INDEMNISATION

Pour accorder une indemnisation, les membres de la Commission d'Indemnisation Amiable doivent :

- vérifier si le demandeur a subi un préjudice économique actuel, anormal et spécial,
- s'assurer d'un lien de causalité direct et certain entre les travaux et le préjudice.

Ce dispositif mis en place par la Communauté urbaine ne concerne **que les chantiers dont elle a la responsabilité**. Sont ainsi concernés les travaux directement liés à la construction de la nouvelle ligne de tramway, y compris les travaux préparatoires et dévoiements de réseaux d'eau et d'assainissement.

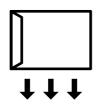
Seules les personnes physiques ou morales légitimement concernées peuvent demander une indemnisation.

Sont inéligibles

- Les professionnels installés après le 19 décembre 2024, date de la délibération du Conseil Communautaire déclarant le projet d'extension du réseau de tramway de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole d'intérêt général.
- Ceux dont l'accès au commerce reste possible en dehors du périmètre des travaux.
- Les établissements
 de santé, professions
 libérales, banques et
 assurances, car leur
 activité n'est pas jugée
 dépendante de l'accès
 physique des clients.
- Les commerces dont l'exploitation est assurée par un grand groupe de distribution.

MODE D'EMPLOI

LES 5 ÉTAPES DE LA PROCÉDURE







Retrait du dossier

Le dossier d'indemnisation peut être retiré :

- Au siège de la communauté urbaine
 Le Havre Seine Métropole,
 19 rue Georges Braque au Havre
- À la Chambre de Commerce et d'Industrie du Havre,
 181 auai Frissard au Havre
- En ligne sur le site internet : notretramavance.fr

Dépôt du dossier

- Une fois complété, le dossier d'indemnisation doit être déposé en ligne sur notretramavance.fr ou à l'accueil de l'Hôtel de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole
- Il doit être déposé 3 mois après le constat de la baisse de chiffre d'affaires et au plus tard 6 mois après la fin des travaux.

Les bilans comptables doivent être certifiés par un expert-comptable. Plusieurs dépôts sont possibles, en respectant un délai minimum de 3 mois entre chaque demande.

Un représentant de la CCI peut vous conseiller dans la démarche.



Avis de la Commission

À la fin de l'instruction, la Commission d'Indemnisation Amiable **vérifie l'éligibilité du demandeur**. Si l'avis est favorable, elle propose un montant d'indemnisation. Le demandeur sera informé de la conclusion de la Commission, qu'il soit éligible ou non.







L'indemnisation

Sur proposition de la Commission, le bureau communautaire se prononce sur la conclusion d'un **protocole**d'accord. Cet accord est alors signé par le commerçant et la Communauté urbaine.

Le versement de l'indemnisation s'effectue dans un délai d'environ 1 mois après signature du protocole d'accord. Le plafond d'indemnisation est fixé à 30 000

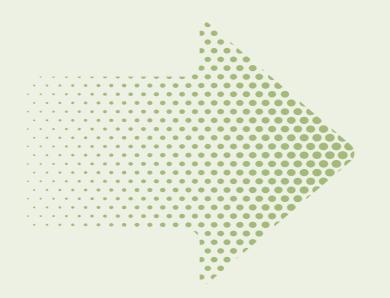
s'effectue dans un délai d'environ 1 mois après signature du protocole d'accord. Le plafond d'indemnisation est fixé à 30 000 euros par commerce et pour toute la durée du dispositif, même en cas de multiples demandes.



La phase d'instruction comprend deux volets :

- l'avis technique (évaluation des nuisances et des conditions d'accessibilité au moyen de constats, rapports et calendrier des travaux),
- l'avis économique (analyse des documents financiers fournis par le demandeur).

9



INFOS PRATIQUES

Où retirer votre dossier?

- En ligne sur le site internet : notretramavance.fr
- À la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole
- À la Chambre de Commerce et d'Industrie du Havre

Où déposer votre dossier ?

- En ligne sur le site internet : **notretramavance.fr**
- À la communauté urbaine
 Le Havre Seine Métropole
 Direction Tramway
 19, rue Georges Braque
 CS 70854 76085 Le Havre Cedex



CONTACTS

Le Havre Seine Métropole

Hôtel d'Agglomération 19, rue Georges Braque CS 70854 - 76085 Le Havre Cedex Tél: 02 35 22 25 25

Chambre de Commerce et d'Industrie

Monsieur Joël Cotte 181, quai Frissard 76600 Le Havre 02 35 55 26 05 jcotte2@seine-estuaire.cci.fr

Pour plus d'informations sur le site internet : notretramavance.fr















